

CHAPITRE 9. — *Entrée en vigueur*

Art. 21. La présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

Documents de la Chambre des représentants :

53-2905 – 2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté par la Commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 4 juillet 2013.

Documents du Sénat :

5-2194 – 2012/2013

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 17 et 18 juillet 2013.

HOOFDSTUK 9. — *Inwerkingtreding*

Art. 21. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-2905 – 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 4 juli 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2194 – 2012/2013

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 17 en 18 juli 2013.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2013/11434]

**18 JUILLET 2013. — Loi relative à l'exercice
par une personne morale de la profession de géomètre-expert**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 11 mai 2003
protégeant le titre et la profession de géomètre-experts*

Art. 2. Dans l'article 2 de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts les mots "exercer la profession de géomètre, ou" sont abrogés.

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

"Art. 2/1. § 1^{er}. Peut exercer la profession de géomètre-expert, la personne physique qui répond aux conditions visées à l'article 2.

§ 2. Peut exercer la profession de géomètre-expert la personne morale qui répond aux conditions suivantes :

1° tous les gérants, administrateurs, membres du comité de direction et de façon plus générale, les mandataires indépendants qui interviennent au nom et pour le compte de la personne morale, sont des personnes physiques autorisées à exercer la profession de géomètre-expert conformément au § 1^{er};

2° son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de l'exercice de la profession de géomètre-expert et ne peuvent pas être incompatibles avec celle-ci;

3° si elle est constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions, ses actions doivent être nominatives;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2013/11434]

**18 JULI 2013. — Wet betreffende de uitoefening
door een rechtspersoon van het beroep van landmeter-expert**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 11 mei 2003
tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert*

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert worden de woorden "het beroep van landmeter-expert uitoefenen of" opgeheven.

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 2/1. § 1. De natuurlijke persoon die de in artikel 2 bedoelde voorwaarden vervult, mag het beroep van landmeter-expert uitoefenen.

§ 2. De rechtspersoon mag het beroep van landmeter-expert uitoefenen indien deze aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° alle zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité en, op meer algemene wijze, alle zelfstandige mandatarissen die optreden in naam en voor rekening van de rechtspersoon zijn natuurlijke personen die gemachtigd zijn het beroep van landmeter-expert overeenkomstig § 1 uit te oefenen;

2° zijn doel en activiteiten moeten beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de uitoefening van het beroep van landmeter-expert en mogen hiermee niet onverenigbaar zijn;

3° als hij is opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een commanditaire vennootschap op aandelen, moeten zijn aandelen op naam zijn;

4° au moins 60 % des parts ou actions ainsi que des droits de vote doivent être détenus, directement ou indirectement, par des personnes physiques autorisées à exercer la profession de géomètre-expert conformément au § 1^{er}; toutes les autres parts ou actions peuvent uniquement être détenues par des personnes physiques ou morales qui exercent une profession qui ne soit pas incompatible avec l'exercice de la profession et qui sont signalées à la chambre compétente du Conseil fédéral des géomètres-experts;

5° la personne morale ne peut détenir de participations dans d'autres sociétés ou personnes morales que lorsque l'objet social et les activités de ces sociétés ne sont pas incompatibles avec l'exercice de la profession de géomètre-expert;

6° la personne morale est inscrite au tableau des titulaires de la profession de géomètre-expert.

Si en raison du décès d'une personne physique visée au 1° ou au 4°, la personne morale ne répond plus aux conditions requises pour exercer la profession de géomètre-expert, celle-ci dispose d'un délai de six mois pour se mettre en conformité avec ces conditions. Durant ce délai, la personne morale peut continuer à exercer la profession de géomètre-expert.

§ 3. Lorsque des actes relevant de l'activité professionnelle de géomètre-expert, dont question à l'article 3, sont posés par un salarié, et que ce dernier n'est pas sous le contrôle et la responsabilité d'un géomètre-expert inscrit au tableau du Conseil fédéral des géomètres-experts, cette personne doit remplir les conditions visées aux articles 2 et 5, § 1^{er}, et être inscrite au tableau. Dès lors il doit assumer les responsabilités et les actes au même titre que le géomètre-expert indépendant."

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 2/2, rédigé comme suit :

"Art. 2/2. Toute personne physique et/ou personne morale autorisée à exercer la profession de géomètre-expert conformément à la présente loi et dont la responsabilité peut être engagée en raison des actes qu'elle accomplit à titre professionnel ou des actes de ses préposés doit être couverte par une assurance.

Le Roi fixe les modalités et les conditions de l'assurance qui doit permettre une couverture adéquate du risque encourue par le destinataire des services prestés par le géomètre-expert, notamment :

- le plafond minimal à garantir;
- l'étendue de la garantie dans le temps;
- les risques qui doivent être couverts.

Lorsque la profession de géomètre-expert est exercée par une personne morale conformément à la présente loi, tous les gérants, associés actifs, administrateurs et membres du comité de direction sont solidairement responsables du paiement des primes d'assurance."

Art. 5. A l'article 4, § 1^{er}, de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "/1, § 1^{er}" sont insérés entre les mots "article 2" et les mots "de la présente loi";

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le Roi fixe les modalités selon lesquelles le titre de "géomètre-expert honoraire" peut être porté".

Art. 6. Dans l'article 4 de la même loi les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

Art. 7. Dans la même loi il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

"Art. 4/1. § 1^{er}. En application de l'article 2/1, § 2, 6°, la personne morale peut être inscrite au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts, si elle répond préalablement aux conditions fixées à l'article 2 /1, § 2, 1° à 5°.

§ 2. Les personnes visées au § 1^{er} envoient au Conseil fédéral des géomètres-experts une copie des documents prouvant le respect des conditions fixées à l'article 2/1, § 2, 1° à 5°."

Art. 8. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5. § 1^{er}. L'inscription est soumise à un droit payable annuellement, non remboursable, dont le montant est fixé par le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions. La personne physique ou morale qui exerce la profession de géomètre-expert qui ne s'acquitte pas du droit d'inscription est rayée du tableau visé à l'article 3 de la loi

4° ten minste 60 % van de aandelen alsook van de stemrechten, moeten, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bezit zijn van natuurlijke personen die ertoe gemachtigd werden het beroep van landmeter-expert uit te oefenen overeenkomstig § 1; alle overige aandelen mogen slechts in het bezit zijn van natuurlijke of rechtspersonen, die een niet-onverenigbaar beroep uitoefenen en gemeld zijn bij de bevoegde kamer van de Federale Raad van landmeters-experten;

5° de rechtspersoon mag alleen deelnemingen bezitten in andere vennootschappen of rechtspersonen wanneer het maatschappelijk doel en de activiteiten van deze vennootschappen niet onverenigbaar zijn met de uitoefening van het beroep van landmeter-expert;

6° de rechtspersoon is ingeschreven op het tableau van de beoefenaars van het beroep van landmeter-expert.

Als wegens het overlijden van een in 1° of in 4° bedoelde natuurlijke persoon, de rechtspersoon niet meer beantwoordt aan de vereiste voorwaarden om het beroep van landmeter-expert uit te oefenen, beschikt deze over een termijn van zes maanden om zich in regel te stellen met deze voorwaarden. Gedurende deze termijn mag de rechtspersoon het beroep van landmeter-expert verder uitoefenen.

§ 3. Wanneer handelingen, die behoren tot de beroepswerkzaamheid van landmeter-expert, waarvan sprake in artikel 3, worden gesteld door een loontrekkende, en deze laatste niet onder het toezicht en de verantwoordelijkheid staat van een landmeter-expert ingeschreven op het tableau van de federale raad van landmeters-experten, moet deze persoon de voorwaarden vervullen bepaald in de artikelen 2 en 5, § 1, en zich op het tableau laten inschrijven. Bijgevolg moet hij de verantwoordelijkheden en aansprakelijkheid voor de handelingen in een zelfde mate opnemen als de zelfstandige landmeter-expert."

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 2/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 2/2. Elke natuurlijke persoon en/of rechtspersoon, die ertoe gemachtigd is overeenkomstig deze wet het beroep van landmeter-expert uit te oefenen en die aansprakelijk kan worden gesteld voor handelingen die hij beroepshalve stelt of handelingen van zijn aangehouden, dient te zijn gedekt door een verzekering.

De Koning legt de regels en de voorwaarden vast van de verzekering die een adequate risicodekking ten voordele van de ontvanger van de diensten geleverd door de landmeter-expert mogelijk dient te maken, onder meer :

- het minimum te waarborgen grensbedrag;
- de uitwerking in de tijd van de waarborg ;
- de risico's die dienen te worden gedekt.

Wanneer het beroep van landmeter-expert wordt uitgeoefend door een rechtspersoon overeenkomstig deze wet, zijn alle zaakvoerders, actieve vennoten, bestuurders en leden van het directiecomité hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de verzekeringspremies."

Art. 5. In artikel 4, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "/1, § 1" worden ingevoegd tussen de woorden "artikel 2" en de woorden "van deze wet";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De Koning stelt de regels vast volgens dewelke de titel van "erelandsmeter-expert" kan worden gevoerd."

Art. 6. In artikel 4 van dezelfde wet worden de paragrafen 4 en 5 opgeheven.

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 toegevoegd, luidende :

"Art. 4/1. § 1 Bij toepassing van artikel 2/1, § 2, 6°, kan de rechtspersoon worden ingeschreven op het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van de federale raden van landmeters-experten, indien deze vooraf voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 2 /1, § 2, 1° tot 5°.

§ 2. De in § 1 vermelde personen sturen de Federale Raad van landmeters-experten een afschrift van de documenten waaruit blijkt dat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 2/1, § 2, 1° tot 5°."

Art. 8. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. § 1. De inschrijving is onderworpen aan een jaarlijks te betalen niet terugbetaalbaar recht, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft. De natuurlijke of rechtspersoon die het beroep van landmeter-expert uitoefent en die zijn inschrijvingsrecht niet betaalt, wordt

du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts.

§ 2. Les personnes qui sont inscrites au tableau peuvent en être retirées à tout moment de leur propre initiative.

Elles ont l'obligation d'informer, par lettre recommandée et dans les trente jours, le Conseil fédéral des géomètres-experts de tout changement ou extension de leur activité professionnelle de géomètre-expert à une autre activité indépendante, salariée ou dans la fonction publique."

Art. 9. A l'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 22 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots "réservés ou non," sont insérés entre les mots "délivre," et "le géomètre-expert";

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Il en est de même pour le géomètre-expert qui agit au nom et pour le compte de sa personne morale ou de son employeur.";

3° dans le paragraphe 2 les mots "personnes physiques" sont insérés entre le mot "géomètres-experts" et les mots "inscrits au tableau".

Art. 10. A l'article 8 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} le mot "indépendant" est remplacé par les mots "inscrit au tableau";

2° dans le paragraphe 2 le mot "indépendant" est remplacé par les mots "inscrit au tableau";

3° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsqu'une peine disciplinaire est infligée à une personne morale, une peine disciplinaire peut également être appliquée à la ou les personnes physiques, mentionnée(s) à l'article 2/1, § 2, 1°, ou au(x) salarié(s) inscrit(s) au tableau en vertu de l'article 2/1, § 3, dont l'intervention est à l'origine des faits pour lesquels la personne morale est sanctionnée disciplinairement."

Art. 11. A l'article 10 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte qui formera l'alinéa premier les mots "Celui qui" sont remplacés par les mots "Quiconque" et les mots "et 4" sont remplacés par les mots ", 2/1, 4 et 5";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les personnes morales qui exercent la profession de géomètre-expert conformément à la présente loi sont civilement responsables pour le paiement des amendes et l'exécution des mesures de réparation auxquelles leurs organes et préposés ont été condamnés."

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts

Art. 12. Dans l'article 2 de la loi du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Chaque Chambre est assistée d'un greffier effectif et d'un ou plusieurs greffiers suppléants, nommés par le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions."

Art. 13. A l'article 3 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "et 2/1" sont insérés entre les mots "2, 1°" et les mots ", de la loi";

2° les mots "en qualité d'indépendant" sont supprimés;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le tableau visé à l'alinéa premier contient en outre un volet reprenant les salariés visés à l'article 2/1, § 3, de la loi précitée."

Art. 14. A l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "personne physique" sont insérés entre le mot "demandeur" et les mots "exercera sa";

2° la phrase est complétée par ce qui suit : "et, pour la personne morale, par le lieu de son siège social."

geschrappt van het in artikel 3 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van federale raden van landmeters-experten bedoelde tableau.

§ 2. De personen die op het tableau zijn ingeschreven kunnen hieruit op eigen initiatief en op elk moment weggelaten worden.

Zij zijn verplicht om de Federale Raad van landmeters-experten, binnen dertig dagen en via een aangetekende brief, op de hoogte te brengen van iedere wijziging of uitbreiding van hun beroepswerkzaamheid als landmeter-expert tot een andere activiteit als zelfstandige, loontrekkende of ambtenaar."

Art. 9. In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden ", al dan niet voorbehouden," ingevoegd tussen de woorden "door hem afgegeven" en "akten";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Hetzelfde geldt voor de landmeter-expert die handelt in naam van en voor rekening van zijn rechtspersoon of van zijn werkgever.";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "natuurlijke personen" ingevoegd tussen het woord "landmeters-experten" en de woorden "die zijn ingeschreven op het tableau".

Art. 10. In artikel 8 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het woord "zelfstandige" opgeheven en worden de woorden "ingeschreven op het tableau" ingevoegd tussen het woord "landmeter-expert" en de woorden "is verplicht";

2° in paragraaf 2 wordt het woord "zelfstandige" opgeheven en worden de woorden "ingeschreven op het tableau" ingevoegd tussen het woord "landmeter-expert" en de woorden "strafbaar met";

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. Wanneer een tuchtstraf wordt opgelegd aan een rechtspersoon, kan eveneens een tuchtstraf worden opgelegd aan de natuurlijke persoon of personen, vermeld in artikel 2/1, § 2, 1°, of aan de loontrekkende(n), ingeschreven op het tableau overeenkomstig artikel 2/1, § 3, waarvan de tussenkomst aan de oorsprong ligt van de feiten waarvoor de rechtspersoon disciplinair bestraft wordt."

Art. 11. In artikel 10 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tekst die het eerste lid zal vormen wordt het woord "Wie" vervangen door de woorden "Eenieder die" en de woorden "en 4" worden vervangen door de woorden ", 2/1, 4 en 5";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De rechtspersonen die het beroep van landmeter-expert uitoefenen overeenkomstig deze wet zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boetes en de uitvoering van de herstelmaatregelen waartoe hun organen en aangestelden werden veroordeeld."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van de federale raden van landmeters-experten

Art. 12. In artikel 2 van de wet van 11 mei 2003 tot oprichting van de federale raden van landmeters-experten, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Elke Kamer wordt bijgestaan door een werkend griffier en één of meerdere plaatsvervangende griffiers die benoemd worden door de minister bevoegd voor Middenstand."

Art. 13. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en 2/1" worden ingevoegd tussen de woorden "2, 1°" en de woorden ", van de wet";

2° de woorden "als zelfstandige" worden geschrappt;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Het tableau bedoeld in het eerste lid bevat daarenboven een afdeling die de loontrekkenden, bedoeld in artikel 2/1, § 3, van de voornoemde wet, herneemt."

Art. 14. In artikel 4, § 2, eerste lid, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "natuurlijk persoon" worden ingevoegd tussen het woord "aanvrager" en de woorden "zijn beroep voor";

2° de zin wordt aangevuld als volgt : ", en voor de rechtspersoon door de plaats van de maatschappelijke zetel."

Art. 15. Dans l'article 5 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“Chaque Chambre est assistée d'un greffier effectif et d'un ou plusieurs greffiers suppléants, nommés par le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.”.

CHAPITRE 4. — *Codification*

Art. 16. Le Roi peut codifier les dispositions des lois du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts et du 11 mai 2003 créant des conseils fédéraux des géomètres-experts en tenant compte des modifications expresses ou implicites que ces dispositions auront subies au moment où la codification sera établie.

La codification portera l'intitulé suivant : “Code relatif à la profession de géomètre-expert et au Conseil fédéral des géomètres-experts.”

Art. 17. Le Roi peut également codifier les dispositions des lois du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes en tenant compte des modifications expresses ou implicites que ces dispositions auraient subies au moment où la codification sera établie.

La codification portera l'intitulé suivant :

“Code relatif à la profession d'architecte et à l'Ordre des architectes.”.

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 18. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes, de P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants :

Documents. – 2816

N° 1 : Projet de loi

N° 2 : Amendement

N° 3 : Rapport

N° 4 : Texte adopté

N° 5 : Texte adopté.

Sénat :

Document. – S-5-2147

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Art. 15. In artikel 5 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt :

“Elke Kamer wordt bijgestaan door een werkend griffier en één of meerdere plaatsvervangende griffiers die benoemd worden door de minister bevoegd voor Middenstand.”

HOOFDSTUK 4. — *Codificatie*

Art. 16. De Koning kan de bepalingen van de wetten van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert en van 11 mei 2003 tot oprichting van de federale raden van landmeters-experten, codificeren met inachtneming van de wijzigingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn aangebracht tot aan het tijdstip van de codificatie.

De codificatie zal het volgende opschrift dragen : “Wetboek betreffende het beroep van landmeter-expert en de Federale Raad van landmeters-experten.”.

Art. 17. De Koning kan ook de bepalingen van de wetten van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect en van 26 juni 1963 tot instelling van de Orde van Architecten, codificeren met inachtneming van de wijzigingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend zijn aangebracht tot aan het tijdstip van de codificatie.

De codificatie zal het volgende opschrift dragen :

“Wetboek betreffende het beroep van architect en de Orde van architecten.”

Daartoe kan Hij :

1° de volgorde en de nummering van de te codificeren bepalingen veranderen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te codificeren bepalingen, met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te codificeren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen om ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen.

CHAPITRE 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 18. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, K.M.O's en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken. – 2816

N° 1 : Wetsontwerp

N° 2 : Amendement

N° 3 : Verslag

N° 4 : Aangenomen tekst

N° 5 : Aangenomen tekst.

Senaat :

Stuk. – S-5-2174

N° 1 : Ontwerp niet-geëvoceerd Senaat.